

INSTRUCTION

N° 98-092-A1 du 29 juillet 1998

NOR : BUD R 98 00092 J

Texte publié au BOCP

CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE ET PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX SUR LES REVENUS DU PATRIMOINE

ANALYSE

Dispositions de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1998.

Date d'application : 21/07/1998

MOTS-CLÉS

RECouvreMENT ; IMPÔT DIRECT ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;
CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE ; REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE ;
PATRIMOINE ; REVENU IMPOSABLE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 91-110 A1 du 25 septembre 1991 - Instruction n° 94-024-A1 du 28 février 1994 -
Instruction n° 94-080 A-P-R du 28 juin 1994 - Instruction n° 96-118-A1-R 3 du 28 octobre 1996 -
Instruction n° 97-097-A1 du 22 août 1997

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGF	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 48

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C - Bureaux C2-C1
Sous-direction M - Bureaux M1-M2

SOMMAIRE

1. LES MODIFICATIONS APPORTÉES À LA CSG SUR LES REVENUS DU PATRIMOINE PAR LA LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 1998.	3
1.1. L'assiette de la CSG	3
1.2. Le seuil de mise en recouvrement	3
1.3. Le taux de la CSG sur les revenus du patrimoine	3
1.4. Le schéma comptable	3
1.4.1. La prise en charge	4
1.4.2. Le versement aux bénéficiaires	4
2. LES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX SUR LES REVENUS DU PATRIMOINE PAR LA LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 1998.	4
2.1. L'assiette et le taux des prélèvements sociaux	4
2.2. Le schéma comptable	5
2.2.1. La prise en charge du prélèvement social de 2 %	5
2.2.2. Le versement aux bénéficiaires	5

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Certificat de recettes	7
--------------------------------------	---

La loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 (n° 97-1164 du 19 décembre 1997) :

- modifie l'assiette et le taux de la CSG sur les revenus du patrimoine ;
- harmonise l'assiette des prélèvements sociaux sur l'assiette de la CSG sur les revenus du patrimoine.

Ces dispositions sont applicables à compter de l'imposition des revenus de 1997.

1. LES MODIFICATIONS APPORTÉES À LA CSG SUR LES REVENUS DU PATRIMOINE PAR LA LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 1998.

1.1. L'ASSIETTE DE LA CSG

La loi susvisée a substitué en partie la CSG à la cotisation maladie.

En vertu de l'article 5 de la loi précitée, l'avoir fiscal non utilisé en application des dispositions de l'article 158 bis du Code général des impôts est déduit de l'assiette de la CSG sur les revenus du patrimoine.

1.2. LE SEUIL DE MISE EN RECOUVREMENT

En vertu de l'article 10 de la loi précitée, il n'est pas procédé au recouvrement de la CSG sur les revenus du patrimoine lorsque le montant total par article de rôle est inférieur à 160 F au lieu de 80 F précédemment.¹

1.3. LE TAUX DE LA CSG SUR LES REVENUS DU PATRIMOINE

Le taux de la CSG est porté à 7,5 % à compter de l'imposition des revenus de 1997.²

Le bénéfice de cette contribution est réparti entre les organismes bénéficiaires suivants :

- 5,1 % au profit des régimes obligatoires d'assurance maladie ;
- 1,3 % au profit du Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV) ;
- 1,1 % au profit de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF),

déduction faite des frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvement et de non-valeur fixés à 4,1 %.

1.4. LE SCHÉMA COMPTABLE

Les modalités de versement aux bénéficiaires prévues par l'instruction n° 94-080-A-P-R du 28 juin 1994 sont inchangées. Seules sont modifiées les modalités de répartition entre les différents bénéficiaires.

¹ Ce seuil s'applique également à la CRDS

² Le produit des rôles de CSG sur les revenus du patrimoine qui seront émis après le 1er janvier 1998 sur des revenus antérieurs à 1997 seront versés selon les modalités décrites précédemment.

1.4.1. La prise en charge

En contrepartie d'un débit pour le montant du rôle au compte 411-811 « Redevables - Comptables du Trésor - Recettes fiscales - Contributions directes perçues par voie de rôle - Impôts d'Etat - IR, CSG, CRDS - créances de l'année courante », les comptes suivants seront crédités :

POUR LA PART À VERSER À LA CNAF ET AUX RÉGIMES OBLIGATOIRES D'ASSURANCE MALADIE (62/75ÈME DU MONTANT DE L'ÉMISSION)

- crédit du compte 398-860 « Frais divers imputables au compte budgétaire : taxes, redevances et recettes assimilées ou impôts et frais à ventiler - Produits compris dans les rôles d'IR, de CSG et de CRDS" spécification 2 : 309.01 pour les frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvement et de non-valeur fixés à 4,1 % du montant des contributions émises au profit de la CNAF et des régimes obligatoires d'assurance maladie ;
- crédit du compte 466-1247 « produits à verser à l'ACOSS pour le compte de la CNAF et des régimes obligatoires d'assurance maladie au titre de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine », pour 95,9 % de la part à verser à la CNAF et aux régimes obligatoires d'assurance maladie, sous-compte intéressé selon l'année de prise en charge.

POUR LA PART À VERSER AU FSV (13/75ÈME DU MONTANT DE L'ÉMISSION)

- crédit du compte 398-860 « Frais divers imputables au compte budgétaire : taxes, redevances et recettes assimilées ou impôts et frais à ventiler - Produits compris dans les rôles d'IR, de CSG et de CRDS" spécification 2 : 309.01 pour les frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvement et de non-valeur fixés à 4,1 % de la part à verser au FSV ;
- crédit du compte 475-6661 « Imputation provisoire de recettes - Correspondants et organismes à caractère financier - Etablissements publics et semi-publics - Fonds de solidarité vieillesse - part de la contribution sociale sur les revenus du patrimoine » pour 95,9 % de la part à verser à cet organisme, sous-compte intéressé selon l'année de prise en charge.

1.4.2. Le versement aux bénéficiaires

Le versement a lieu dans les conditions indiquées dans l'instruction n° 97-097-A1 du 22 août 1997.

Les recettes sont appuyées des certificats de recettes dont le modèle figure dans la lettre circulaire n° 3081 du 19 janvier 1998. Un modèle de certificat de recettes figure en annexe.

2. LES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX SUR LES REVENUS DU PATRIMOINE PAR LA LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 1998.

2.1. L'ASSIETTE ET LE TAUX DES PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX

La loi n° 87-516 du 10 juillet 1987 portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale, modifiée par les lois n° 90-1169 du 29 décembre 1990 et n° 93-1352 du 30 décembre 1993 a institué sur les revenus du patrimoine un prélèvement social de 1% au profit de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Travailleurs Salariés (CNAVTS).

Des instructions ou notes de service fixaient annuellement le dispositif comptable applicable à ce prélèvement qui était recouvré avec les rôles d'impôt sur le revenu.

L'article 9 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 institue en plus du prélèvement de 1 % au profit de CNAVTS, un prélèvement de 1 % au profit de la CNAF et harmonise l'assiette de ces prélèvements sur celle de la CSG.

La loi précitée prévoit que les prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine sont assis, contrôlés et recouvrés et exigibles dans les mêmes conditions que la CSG sur les revenus du patrimoine.

Par conséquent, à compter de l'imposition des revenus de 1997, le prélèvement social de 2 % sera recouvré avec les rôles de CSG et de CRDS (rôles 33, 48 et 58).

Les bénéficiaires de ce prélèvement sont :

- la CNAF pour 1% ;
- la CNAVTS pour 1%,

déduction faite des frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvement et de non-valeur fixés à 4,1 %.

2.2. LE SCHÉMA COMPTABLE

2.2.1. La prise en charge du prélèvement social de 2 %

Le prélèvement social de 2 % est pris en charge par :

- débit du compte 411-811 « Redevables - Comptables de Trésor - Recettes fiscales - Contributions directes perçues par voie de rôle - Impôts d'Etat - IR, CSG, CRDS - Créances de l'année courante » ;
- crédit du compte 398-860 "Frais divers imputables au compte budgétaire : Taxes, redevances et recettes assimilées ou impôts et frais à ventiler - Produits compris dans les rôles d'IR, de CSG et de CRDS "spécification 2 : 309-01 pour les frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvement et de non valeur fixé à 4,1 % ;
- crédit du compte 466-1243 « Recouvrements et produits à verser à des tiers - Organismes de sécurité sociale - Produit de la contribution de 1% à verser à la CNAF », sous-compte intéressé selon l'année de prise en charge pour 95,9 % de la part à verser à la CNAF ;
- crédit du compte 466-1246 « Recouvrements et produits à verser à des tiers - Organismes de sécurité sociale - Produits à verser à la CNAVTS au titre du prélèvement social de 1% », sous-compte intéressé selon l'année de prise en charge pour 95,9 % de la part à verser à la CNAVTS.

A compter du 1er janvier 1999, le prélèvement social de 2 % sur les revenus du patrimoine sera imputé au crédit du compte 466-1243 "Recouvrements et produits à verser à des tiers - Organismes de sécurité sociale - Prélèvement social de 2 % versé à la CNAF et à la CNAVTS" et non plus au crédit des comptes 466.1243 et 466.1246.

2.2.2. Le versement aux bénéficiaires

Le prélèvement social de 2% recouvré pour le compte de la CNAF et de la CNAVTS est transféré à l'ACOSS par l'intermédiaire du compte de liaison 391-11 « Transferts pour le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations - Transferts de recettes ». Il est porté dans la comptabilité auxiliaire de la CDC au crédit de la subdivision territoriale du compte unique de disponibilités courantes de l'ACOSS compte général 31-111-26.

Cette recette est retracée dans le message ACOSS :

- à la rubrique COVM pour la part du prélèvement social affectée à la CNAF ;
- à la rubrique COEX pour la part du prélèvement social affectée à la CNAVTS.

Le versement aux bénéficiaires doit être effectué le 15 du mois qui suit la date limite de paiement du rôle.

Un certificat administratif est adressé à l'ACOSS à l'appui du bordereau récapitulatif des justifications de droits constatés et de la situation mensuelle lors du versement aux bénéficiaires.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

MICHEL GONNET

ANNEXE N° 1 : Certificat de recettes

CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE SUR LES REVENUS DU PATRIMOINE
AU TAUX DE 7,5 % PAR LE RESEAU DU TRESOR
DECLARATION DE RECETTES

Versement du mois de

Contribution sociale généralisée sur les revenus du patrimoine collectée par le réseau du Trésor

Montant brut recouvré (75/75ème) =

N° DE RÔLE	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE*	MONTANT DU RÔLE
		TOTAL
* DATE D'ÉMISSION DU RÔLE ET ANNÉE DE RÉFÉRENCE DES REVENUS		
	Part affectée au FSV (13/75ème)	Part affectée à l'ACOSS (62/75ème)
		Pour le compte de la CNAF (11/75ème)
		Pour le compte de l'AM (51/75ème)
Montant des émissions		
Montant des frais à la charge des organismes**		
Montant net à transférer à l'ACCT		
** Il s'agit des frais d'assiette et de recouvrement (0,5 %) ainsi que des frais de dégrèvement et de non val eur (3,6 %)		

MONSIEUR L'AGENT COMPTABLE DU FONDS DE SOLIDARITÉ VIEILLESSE 57, AVENUE MARCEAU 75016 PARIS	MONSIEUR L'AGENT COMPTABLE DE L'ACOSS
A....., le.....	
Le Trésorier-Payeur Général	